

La BaseLextenso

Lextenso

DROIT

DESCRIPTION

Base de données juridique donnant accès à 20 titres de revues (revues Defrénois, la Gazette du Palais, les Petites affiches, Joly éd., Lextenso éd., LGDJ) et à plus de 750 000 décisions de jurisprudence

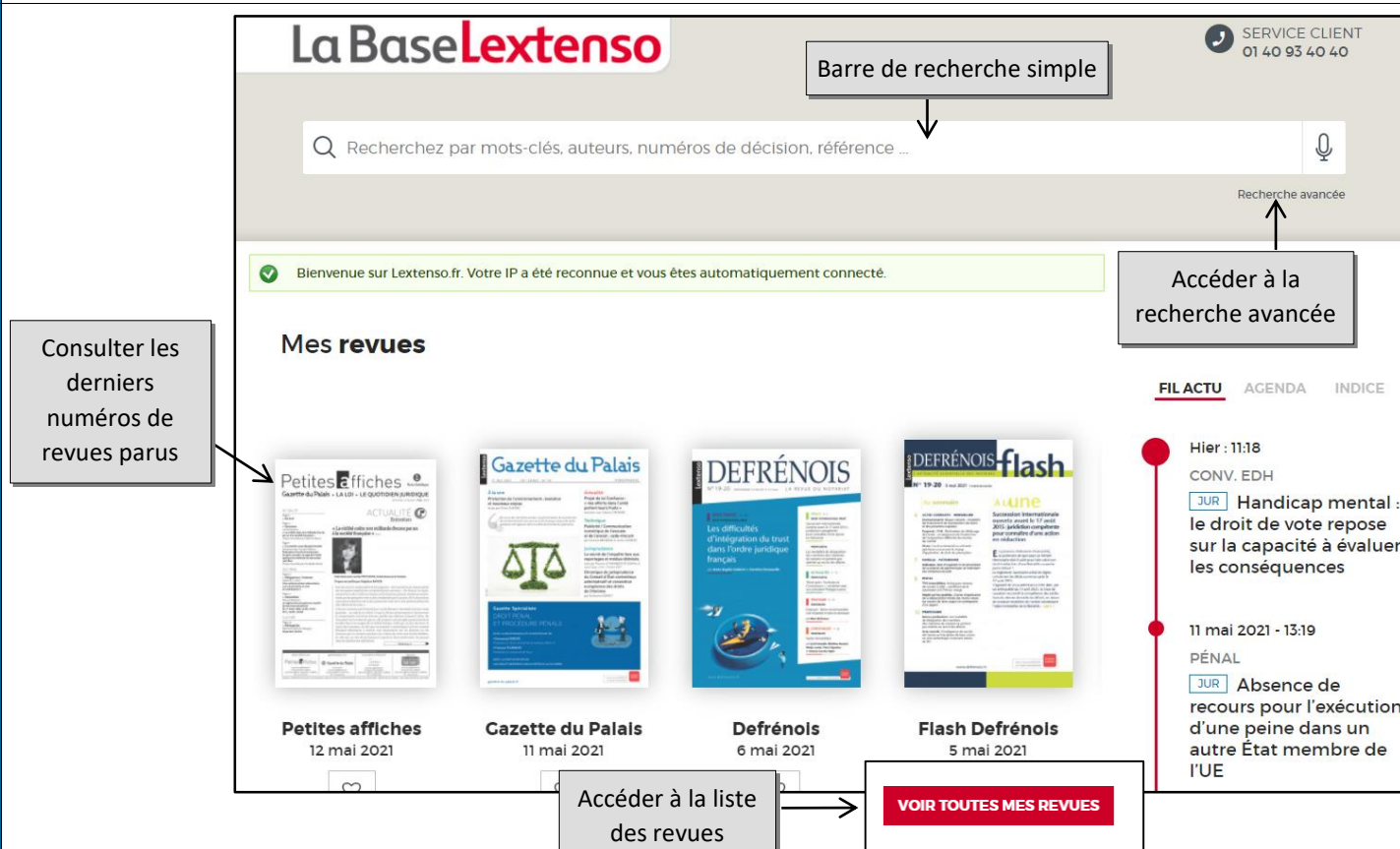
- **Périmètre d'abonnement** : Revues, brèves et jurisprudence
- **Type de contenu** : Données juridiques
- **Public** : Formation, Recherche
- **Langue(s)** : Français

ACCÈS

Sur identification depuis le site de la bibliothèque : <https://www.biblio.univ-evry.fr/>
→ Onglet « **Bibliothèque numérique** », « **Liste des ressources** »

Ou depuis le guide thématique de Droit
<https://bu-guides.univ-evry.fr/droit> → Onglet « En ligne »

RECHERCHE SIMPLE



The screenshot shows the La BaseLextenso website interface. At the top, there is a header with the logo and a search bar labeled "Barre de recherche simple". Below the search bar, a message states: "Bienvenue sur Lextenso.fr. Votre IP a été reconnue et vous êtes automatiquement connecté." The main content area is titled "Mes revues" and displays four journal covers: "Petites affiches" (12 mai 2021), "Gazette du Palais" (11 mai 2021), "Defrénois" (6 mai 2021), and "Flash Defrénois" (5 mai 2021). To the right, there is a sidebar with a "SERVICE CLIENT" contact number (01 40 93 40 40) and a "Recherche avancée" link. Below the sidebar, there is a "FIL ACTU" section with a list of legal news items, including "Handicap mental : le droit de vote repose sur la capacité à évaluer les conséquences" and "Absence de recours pour l'exécution d'une peine dans un autre État membre de l'UE". Annotations with arrows point to various elements: "Consulter les derniers numéros de revues parus" points to the journal covers; "Accéder à la recherche avancée" points to the "Recherche avancée" link; "Accéder à la liste des revues" points to a button below the journal covers; and "VOIR TOUTES MES REVUES" points to a button at the bottom right.

L'interface de recherche avancée ouvre une page de résultats contenant l'intégralité de la base.

Par défaut, les filtres simples sont accessibles pour affiner la recherche effectuée. Ils permettent de filtrer les résultats par date, type de contenu, auteur ou matière.

The screenshot shows the search results page with the following annotations:

- Filtres avancés** (+) and **Filtres simples** (-) are located at the top left.
- Tout sélectionner** is a checkbox option.
- Buttons for **Imprimer**, **Enregistrer**, and **Partager** are at the top right.
- Trier par** dropdown menu is set to **Pertinence**.
- Sélectionner des résultats et les imprimer / télécharger / partager** points to the document selection area.
- Trier les résultats par pertinence / date** points to the sorting dropdown.
- Type de document dont est issu le résultat** points to the document type filter (Revue, Petites affiches).
- Filtrer les résultats par date / types de contenu / titres de revues / auteurs / matières** points to the simple filters section.

The simple filters section includes:

- Fonds Lextenso**
- Jurisprudence**
- Commentée uniquement**
- Codes**
- Mes packs** (selected)
- En dehors de mes packs**
- Date**: Sélectionnez 2 dates
- Sources**:
 - Articles de revues (100 000)
 - Brèves (2 000)

The results list shows a document titled "Vice caché et action indemnitaire, une construction en voie de stabilisation ?" by Adèle M.-E. Atani, dated 12 mai 2021.

Les filtres avancés sont accessibles en cliquant sur le + dans la zone de filtre. Ils correspondent à l'interface de recherche avancée et permettent de lancer une recherche à partir d'une référence précise (article de revue, référence de jurisprudence, formules ou numéros d'article de code).

Filtres avancés		Jurisprudence	Formules Joly
Revues Numéro de revue Année <input type="text"/> Numéro <input type="text"/>		Juridiction <input type="text"/>	Type de société <input type="text"/>
Numéro de page <input type="text"/>		Numéro de décision <input type="text"/>	Type d'acte <input type="text"/>
Type de gazette spécialisée <input type="text"/>		Numéro ECLI <input type="text"/>	Codes Titre du code <input type="text"/>
			Numéro d'article <input type="text"/>

Retour aux résultats

Naviguer dans le document dont est issu le résultat (rebonds vers la revue, le numéro ...)

Retour aux résultats

ACCUEIL | L'ESSENTIEL DROIT DE L'IMMOBILIER ET URBANISME | N°11 DU 1 DÉCEMBRE 2020 | VICES CACHÉS ET DOL : AUTONOMIE DE L'ACTION EN RÉPARATION

Vices cachés et dol : autonomie de l'action en réparation

« L'action en garantie à raison des défauts **cachés** de la chose vendue n'est pas exclusive de l'action en responsabilité délictuelle fondée sur le dol ou la réticence dolosive commis avant ou lors de la conclusion du contrat. »

Cass. 3^e civ., 23 sept. 2020, n° 19-18104, ECLI:FR:CCASS:2019:C300651, FS-PBI (cassation CA Aix-en-Provence, 30 avr. 2019)

L'autonomie de l'action en responsabilité en dommages-intérêts au regard de l'action estimatoire ou réhibitoire est ici réaffirmée (v. déjà [Cass. com., 19 juin 2012, n° 11-13176](#) ; [Cass. 1^{re} civ., 26 sept. 2012, n° 11-22399](#) ; [Cass. 3^e civ., 24 juin 2015, n° 14-15205](#)). Cependant, l'arrêt rapporté comporte une différence de taille au regard de la jurisprudence antérieure car le fondement de l'action est ici explicitement délictuel et repose sur le dol, vice du consentement env...

Inévitablement, cette solution interroge d'abord sur la portée de la responsabilité en réparation. En l'espèce, la solution est d'autant plus problématique qu'elle implique de distinguer entre une demande en réparation et non en nullité.

Néanmoins, il faut reconnaître que cette ambiguïté est déjà présente dans la lettre de l'article 1045 du Code civil. En effet, la loi vise la connaissance des **vices** de la chose par le vendeur, afin de justifier l'octroi de dommages-intérêts en sus de la diminution ou de la restitution du prix. Or garder le silence sur des **vices cachés** connus du vendeur, c'est bien commettre un dol par réticence. Le concours d'action est inévitable. La Cour de cassation, après avoir imposé la qualification de **vices cachés** dont le délai était plus court que celui de droit commun ([Cass. 1^{re} civ., 14 mai 1996, n° 94-13921](#)), semble désormais nuancer fortement sa préférence en rendant autonome l'action en réparation. L'enjeu de la qualification de dol est d'éviter le délai de 2 ans propre aux **vices cachés** ([C. civ., art. 1648](#)), outre le fait que les clauses contraires seraient inefficaces.

L'arrêt confirme ainsi la tendance des juges à distinguer entre restitutions et indemnisation ([Cass. com., 19 juin 2012, n° 11-13176](#)). Autrement dit, il s'agit de distinguer les **vices cachés** en tant que mécanisme de rééquilibrage du contrat (par restitution partielle ou totale du prix) et les **vices cachés** lorsqu'ils sont l'occasion pour le vendeur d'une attitude fautive en raison de leur dissimulation volontaire. Alors que le Code civil lie le sort des dommages-intérêts à l'action en restitution, la Cour de cassation propose de les dissocier ce qui permet d'unifier l'action en réparation autour du...

Les références en surbrillance dans le texte renvoient au texte intégral de la jurisprudence en question

Vos outils pratiques

Imprimer Enregistrer Partager

Imprimer, enregistrer, partager le résultat

Issu de L'ESSENTIEL Droit de l'immobilier et urbanisme - n°11 - page 7

Date de parution : 01/12/2020

Id : DIU113u1

Réf : LEDIU déc. 2020, n° 113u1, p. 7

Auteur : Frédéric Rouvière, professeur à l'université d'Aix-Marseille, laboratoire de théorie du droit

Références du résultat consulté

Ouvrir le sommaire de la revue consultée (lorsque le résultat est une revue)

Revenir au sommaire de ce numéro

Vous pouvez vous créer un **compte personnel** depuis le lien **ME CONNECTER** dans le bandeau supérieur.

⚠ Pour bénéficier de l'abonnement de la bibliothèque, il est impératif d'utiliser une adresse mail institutionnelle (terminant en @etud.univ-evry.fr ou @univ-evry.fr).

Pour quoi faire ?

- Créer une alerte sur une recherche en activant la cloche
- Créer une alerte sur une source législative ou jurisprudentielle (depuis les sources citées dans les Brèves)
- Annoter les documents consultés via le bouton
- Enregistrer des documents dans des dossiers personnalisés (via le bouton Enregistrer de la barre des outils pratiques)
- Consulter son historique de recherche depuis « Mon compte » > Rubrique « Mes outils »
- Souscrire à la newsletter de l'éditeur depuis « Mon profil »



Créer une alerte

SOURCE

Cass. 1^{re} civ., 24 févr. 2016, n° 15-14887
>Créer une alerte

L'aide en ligne de l'éditeur est accessible via la rubrique « Tutoriels » située en pied de page. Elle comprend des tutoriels vidéo et une FAQ.

Mise à jour mai 2021